

# IPERSO

## **Confiance institutionnelle au Burkina Faso : Examen en analyse multiniveau sur la dé- cennie 2008 à 2018**

DOCUMENT DE TRAVAIL N° 5

---

**Auteur** : BEMAHOUN Honko Roger Judicaël

Mai 2019



# Table des matières

<b>Préface</b>	<b>v</b>
0.1 Avant propos	v
0.2 Remerciement	vi
0.3 Présentation de l'auteur	vi
0.4 A propos de IPERSO	vi
<b>Introduction Générale</b>	<b>vii</b>
0.5 Objectifs de l'étude	vii
0.6 Motivations de l'étude	vii
0.7 Contexte et justification	viii
<b>Résumé</b>	<b>ix</b>
<b>1 Approche méthodologique</b>	<b>1</b>
1.1 revue de littérature	1
1.2 source des données	2
1.2.1 Présentation de Afrobaromètre	2
1.2.2 Echantillonnage	2
1.2.3 Questionnaire	4
1.3 Présentation des variables	4
1.3.1 Variable dépendante	4
1.3.2 Mesure de la confiance institutionnelle	4
1.3.3 Variables de contrôle	5
1.3.4 Variables de niveau individu	5
1.3.5 Variables contextuelles	6
1.4 Cadre d'analyse des données	6
<b>2 Résultats</b>	<b>9</b>
2.1 Confiance aux partis politiques	9

---

2.2	Dynamique de la confiance . . . . .	10
2.3	Déterminants de la confiance institutionnelle . . . . .	11
2.3.1	Performance gouvernementale . . . . .	11
2.4	la corruption . . . . .	12
2.4.1	Confiance politique et performance gouvernementale . . . . .	13
2.4.2	Confiance politique et corruption . . . . .	13
2.5	Estimations économétriques . . . . .	14
2.5.1	Estimation du modèle vide . . . . .	14
2.5.2	A l'identification des déterminants de la confiance institutionnelle au Burkina Faso . . . . .	14
<b>3</b>	<b>Conclusion Générale</b>	<b>18</b>
3.1	Principaux résultats . . . . .	18
3.2	Récommandations . . . . .	19
3.2.1	Aux gouvernants . . . . .	19
3.2.2	Aux Partis politiques . . . . .	19
	<b>Bibliographie</b>	<b>20</b>

## Liste des tableaux

1.1	Structure des échantillons . . . . .	3
1.2	Validité de la mesure de confiance institutionnelle . . . . .	5
2.1	Validité de la mesure de corruption perçue . . . . .	13
2.2	Estimation du modèle vide . . . . .	14
2.3	Analyse de la variance des modèles vides . . . . .	15
2.4	Déterminants sociodémographiques de la confiance institutionnelle . . . . .	15
2.5	Performance gouvernementale et confiance institutionnelle . . . . .	16
2.6	Impact de la corruption perçue sur la confiance institutionnelle . . . . .	16
2.7	Satisfaction du fonctionnement de la démocratie et confiance institutionnelle . . . . .	17

## Table des figures

2.1	Solde de confiance aux partis politiques . . . . .	9
2.2	Evolutions de la confiance aux différents pouvoirs . . . . .	10
2.3	Etat de la confiance aux différents pouvoirs . . . . .	11
2.4	Evolution de la confiance institutionnelle . . . . .	11
2.5	Evolution de la confiance institutionnelle selon le milieu de residence . . . . .	12
2.6	Appréciation de la gestion de l'économie par le gouvernement . . . . .	12

### 0.1 Avant propos

Le malheureux événement de Yirgou, en début de cette année 2019, qui s'est soldé avec de multiples morts, a fini de convaincre que le Burkina Faso couve une poudrière sociale. Le désarmement de cette bombe exige de tous, un sacrifice individuel. Pourquoi pas, le sacrifice suprême afin que la nation qui fête son centenaire en cette année, continue d'exister en tant qu'Etat au grand bonheur de la mosaïque de nationalités qui y cohabitent depuis des lustres. Le célèbre journaliste Norbert Zongo n'affirmait-il pas que : « **Nul n'a d'avenir, dans un pays qui n'en a pas.** » Ce qui s'est passé à Yirgou-Foubé interpelle toute conscience humaine. Après les vives émotions, il nous appartient à tout un chacun à quelque niveau que ce soit de se questionner afin que plus jamais une telle bassesse humaine ne se reproduise dans un Etat de « droit ». Personne ne devrait se soustraire de l'édification de la maison commune, la terre de nos ancêtres. C'est ainsi qu'à travers ces lignes, l'auteur escompte apporter, en toute humilité, sans aucune prétention, sa pierre à l'édifice en vue de l'érection **d'institutions capables de promouvoir le pluralisme, la participation, l'impartialité, la responsabilisation et l'équité**, ainsi que le recommande le groupe de sages de l'Union africaine (2013). Car comme le souligne pertinemment José Zalaquett, membre de la Commission Vérité et Réconciliation (CVR) chilienne, l'objectif des commissions Vérité est de « remettre en place un ordre moral qui a été brisé ou sérieusement endommagé, ou de construire un ordre politique juste si la mémoire historique n'en fait apparaître aucun. » (Bucaille, 2007). De quel ordre moral s'agit-il pour le Burkina Faso ? **Il nous semble qu'il s'agit d'inverser la perception selon laquelle la République est juste là pour protéger les plus forts.** La catharsis sud-africaine ou marocaine a en grande partie été provoquée par cette expérience d'expression directe des victimes face à la Nation démontrant ainsi que **ce ne sont ni vraiment les individus ou les communautés qu'il faut réconcilier entre eux, mais bien l'État avec le citoyen** (Souhayr ; 2014). Si tant est que la réconciliation nationale que nous souhaitons de tous nos vœux, passera d'abord en soignant la relation entre le citoyen et l'Etat. Alors quel est l'état de cette relation au Burkina Faso ? Telle est notre question de recherche.

## 0.2 Remerciement

L'auteur exprime toute sa gratitude à toute personne qui s'intéresse à ses travaux.

## 0.3 Présentation de l'auteur

BEMAHOUN Honko Roger Judicaël est diplômé de L'Unité de formation et de recherche en sciences exactes appliquées(UFR/SEA) de l'université de Ouagadougou et de l'Institut de recherche empirique en économie politique(IREEP). Il est chercheur à l' [Institut panafricain d'études de recherches et de sondages d'opinions\(IPERSO\)](#). Il est l'auteur des rapports, [Ce qui explique que des Burkinabè n'aient pas peur des attaques armées : Analyse économétrique à partir d'un modèle dichotomique\(2018\)](#) , [Extrémisme violent dans l'espace culturel du djelgodji: facteurs associés et modalités de mitigation\(2017\)](#) [extrémisme violent dans la province du Soum\(2018\)](#), et [Cartographie des partis politiques à l'issue des élections législatives du 29 novembre 2015\(2016\)](#) .L'auteur est joignable aux contacts suivants :

**Email**(✉) : honkoroger@gmail.com ;

**Mobile**(☎) : +226 700 912 45/+226 745 667 34 ;

**Skype**(☎) : jeunehonko.

## 0.4 A propos de IPERSO

L'Institut Panafricain d'Etudes de Recherches et de Sondages d'Opinion (IPERSO) est un cabinet de conseils, fondé en 2016, qui fait dans **l'agenda bulding**.Ce bureau d'études se donne pour objectif majeur la participation à la création d'une opinion publique africaine à même de contribuer à la formulation et à la mise en œuvre de meilleures politiques publiques. Pour ce faire, IPERSO entend constituer et exploiter toutes les sources de données en utilisant au mieux les outils modernes de la Science et de la Technologie.

Aussi, IPERSO compte-il appuyer les entreprises africaines à se positionner chacune dans sa niche et ce, par le renforcement de la relation client et l'identification des besoins du marché tant au niveau africain que mondial.

**N° RCCM** : BFOUA2016B002 du 5 janvier 2016

**Site web** : [www.iperso.org](http://www.iperso.org)

**Email** : [ipersosarl@gmail.com](mailto:ipersosarl@gmail.com)



### 0.5 Objectifs de l'étude

A travers cette étude, nous souhaitons :

1. dresser un état des lieux de la confiance institutionnelle au Burkina Faso ;
2. identifier les déterminants de cette confiance institutionnelle.

Considérée comme la pierre angulaire de la démocratie (Bart, 2015), la confiance institutionnelle, dans notre entendement, est le fait pour un citoyen d'avoir confiance aux institutions républicaines. Elle sera synonyme de confiance politique, c'est dire que confiance institutionnelle et confiance politique seront utilisées de manière interchangeable.

### 0.6 Motivations de l'étude

La colonie de Haute volta devenue Burkina Faso a cent ans en cette année 2019. Au moment où l'on évoque de plus en plus du lancinant sujet de la réconciliation nationale, de justice transitionnelle, la participation politique non-conventionnelle a pignon sur rue. Nous estimons qu'occulter le malaise entre citoyen et l'Etat serait casser le thermomètre pour espérer baisser la fièvre. Indiscutablement, il est difficile de gouverner dans un contexte de méfiance politique. Pourtant, il est désormais admis que la confiance institutionnelle est un adjuvant pour le fonctionnement de la démocratie (Batlang, 2016 ; Sall, 2015). La confiance est importante pour la bonne gouvernance (Blind, 2006). Cependant, des travaux sur la confiance institutionnelle dans le contexte Burkinabè sont quasiment inexistants. A Travers cette étude, nous essayons d'explorer ce domaine de recherche dans l'intime espoir que des pistes puissent être trouvées pour **réconcilier le citoyen ordinaire avec l'Etat**. Car comme le souligne Catterberg et Mareno (2005), la confiance politique est importante pour la consolidation d'un gouvernement démocratique, car importante source de légitimité. Cette confiance institutionnelle augmente la légitimité, l'efficacité, la longévité d'un gouvernement par la création d'un lien entre gouvernés et gouvernants (Bart, 2015). Dans ce sens, La confiance institutionnelle est un levier pour les nouvelles démocraties issues de la colonisation de consolider leur ancrage démocratique.

---

## 0.7 Contexte et justification

Au tournant des années 1990, de nombreux pays du continent africain se sont engagés dans un processus historique de démocratisation (RAZAFINDRAKOTO et ROUBAUD, 2005). Le Burkina Faso s'est inscrit dans cette troisième vague de démocratisation par deux événements majeurs : l'adoption par référendum d'une nouvelle constitution qui consacra la quatrième République le 2 juin 1991 ; puis l'organisation des premières élections législatives en 1992. Très tôt, cette jeune démocratie connaîtra une crise majeure avec la disparition tragique du journaliste d'investigation Norbert Zongo en 1998 au lendemain de la réélection de Blaise COMPAORE. Dès lors, le processus prend du plomb dans l'aile. L'organisation de la journée nationale du pardon le 30 mars 2001 a un temps soit peu créé une atmosphère sociopolitique relativement calme. Le climat politique va se poluer avec la tentative de déverouillage de la clause limitative du nombre de mandats présidentiels. Ainsi, on assista à la recrudescence des formes de participation politique non-conventionnelle que d'aucuns qualifièrent d'incivisme. En 2014, dans une [lettre ouverte](#), nous soutenions ceci : **Les valeurs et attitudes des personnes potentiellement violentes contrarient le discours officiel sur l' incivisme**. De nos jours, de multiples productions traitent toujours de la problématique du civisme/incivisme. Parlant d'incivisme, le ministre Siméon SAWADOGO, affirme que : « [Le phénomène a atteint un seuil inquiétant](#) ». De quoi parle-t-on en faisant allusion à l'incivisme ? Il nous semble que la participation politique non-conventionnelle qui a pignon sur rue n'est qu' une manifestation de la crise généralisée de la démocratie, entendue comme un processus politique de désignation des dirigeants par les urnes. La désaffection avec ce système de choix du gouvernement se manifeste aux rapports du citoyen d'avec les institutions de la République. Du reste, c'est le diagnostic auquel est parvenu le forum africain (2017) : «

Cette recherche empirique a porté sur la confiance qu'ont les burkinabè sur les institutions qui matérialisent trois pouvoirs<sup>1</sup> de l'armature démocratique. A partir des données de quatre vagues des enquêtes Afrobaromètre, nous élaborons une mesure de confiance politique puis nous étudions son évolution entre 2008 et 2018. Enfin à l'aide d'une méthode statistique, la régression multiniveau, nous recherchons les facteurs explicatifs de cette confiance institutionnelle.

## Une confiance institutionnelle à tendance baissière

De 2008 à 2015, la confiance institutionnelle s'est régulièrement dégradée pour connaître une appréciation en 2018 : Sur une échelle de 0(**faible confiance**) à 3(**forte confiance**), notre mesure de confiance institutionnelle a enregistré les valeurs de 1.87 en 2008, 1.67 en 2012, 1.52 en 2015, puis 1.75 en 2018. Les ruraux avaient relativement plus confiance aux institutions que les citadins. Considérant la région en tant qu'entité administrative, celle-ci comptait pour 4.74% au niveau de la variabilité de la confiance institutionnelle en 2008 pour piquer à 1.65% en 2018. L'érosion de confiance politique n'est pas une particularité Burkinabè. Batlang(2016) l'atteste sur un pays comme le Botswana, considéré comme un modèle de bonne gouvernance. Plus généralement, la démocratie représentative est en crise(Balazar,2015), laquelle ne porte pas uniquement sur les indicateurs mais aussi une crise de sens, de valeurs et de conscience(Tsoukalas.). Qu' à cela tienne, qu'est-ce qui explique ce désenchantement pour le cas spécifique du Burkina Faso ? Les déterminants structurels que nous avons identifiés et conformes à la littérature sont :

1. **le niveau d'éducation** : Nos estimations indiquent (voir Tableau 2.5) que le niveau d'éducation affecte la confiance. Comparativement aux non-scolarisés, les scolarisés ont tendance à avoir moins confiances aux institutions.
2. **le milieu de résidence** : Le milieu de résidence affecte le niveau confiance politique. Comparativement aux ruraux, les citadins ont un niveau moindre de confiance politique ainsi que le révèle le tableau 2.4 et tableau 2.5. On y trouve ici, une confirmation de la théorie selon laquelle **Les campagnes votent et les villes s'insurgent**. Si les ru-

---

1. exécutif, législatif, judiciaire

---

raux ont relativement plus confiance aux institutions que les citoyens, la part contributive de la région en tant qu'entité administrative la plus grande sur le niveau de confiance politique était de 4.74% en 2008 pour passer à 1.64% en 2018, soit une réduction au quart en l'espace d'une décennie. Ce qui sous-entend **un effet limité d'un contexte régional**.

3. **La corruption perçue** : La corruption qu'elle soit vue ou perçue affecte la confiance institutionnelle. Sur la décennie 2008-2018, on peut noter que la corruption perçue avait un impact significatif et négatif sur la confiance institutionnelle sauf en 2015 telle que mentionnée dans le tableau 2.6. Pour comprendre ce résultat de 2015 qui est non-conforme à la littérature, il faut le remettre dans le contexte du « **Plus rien ne sera comme avant** » annoncée au lendemain de l'insurrection populaire.
4. **La satisfaction au fonctionnement de la démocratie** : La satisfaction sur la façon dont la démocratie fonctionne augmente la confiance institutionnelle telle que mentionné le tableau 2.7.
5. **La performance gouvernementale** : La façon dont le gouvernement performe au quadruple plan, de la gestion de l'économie, de la création d'emploi, de la lutte contre la corruption ainsi que la stabilisation des prix, affecte la confiance citoyenne aux institutions comme mentionnée dans le tableau 2.5.

## Une contestation qui se structure autour des partis politiques de l'opposition

A partir de 2012, le solde de confiance aux partis politiques de l'opposition est allé crescendo de 36% puis 47.16% en 2015 et 64.99% en 2018.

## Approche méthodologique

### 1.1 revue de littérature

Cette section fait le point de l'état de la science sur les éléments qui déterminent la confiance institutionnelle. Les tentatives d'explication de la confiance institutionnelle s'inscrivent dans deux grandes approches (Haagensen, 2016) :

**Une approche institutionnelle :** Ancrée sur la performance gouvernementale ; elle semble la plus pertinente pour expliquer la confiance institutionnelle dans le contexte africain (Bart, 2015) ;

**Une approche culturaliste :** Elle résulte des paradigmes selon lesquels l'économie politique africaine serait bâtie sur des référents identitaires. La division des sociétés africaines en ensembles ethniques est facilement invoquée pour rendre compte des troubles sociaux, de l'instabilité politique, ou des retards de développement que l'on observe sur le continent (Bossuroy, nd) .

la confiance institutionnelle transcende le cadre partisan ainsi que le système idéologique (Blind, 2006). Aussi, la confiance au gouvernement est devenue elle-même un facteur important à la confiance de la politique gouvernementale (Hetherington, 2004). Plus généralement, la confiance aux institutions dépend de la façon dont les institutions sont structurées et gérées, ainsi que de la perception que les citoyens ont des responsables de ces institutions (Sall, 2015). La confiance politique qu'elle concerne les individus ou les organisations dépend de la crédibilité des politiques, laquelle est appréciée à l'aune de la performance (Bind, 2016). En économie politique, la crédibilité a surtout attiré aux politiques macroéconomiques notamment à l'inflation. On se rappelle en 2007 des émeutes de la faim et des manifestations contre la cherté de la vie, lesquelles ont mobilisés de nouveaux acteurs tels que les « petits-commerçants » ; toute chose qui fragilisera le pouvoir de Blaise Compaoré, lequel avait été élu deux ans plutôt à « hauteur d'homme » avec 80,3% . Plus loin du Burkina Faso, et récemment, on prendra l'exemple des manifestations des « gilets-jaunes » en France. **Comme quoi, On ne touche pas au pouvoir- d'achat des gens d'en-bas.**

---

## 1.2 source des données

Nous utilisons les données de quatre(4) enquêtes du réseau [Afrobaromètre](#). Il s'agit des données du round 4(2008) au round 7(2018) :

**round 4** : les données de cette édition ont été collectées en septembre 2008 ;

**round 5** : les données de cette édition ont été collectées en Décembre 2012 ;

**round 6** : les données de cette édition ont été collectées en juillet 2015 ;

**round 7** : les données de cette édition ont été collectées en mars 2018 ;

L' auteur n'a fait qu'utiliser des données existantes, lesquelles sont gracieusement disponibles sur le site du réseau Afrobaromètre, [ici](#).

### 1.2.1 Présentation de Afrobaromètre

[Afrobaromètre](#) est un projet panafricain de recherche qui vise à mesurer les opinions du public sur l'économie, la politique et le social en Afrique sub-saharienne. Ces principaux partenaires en Afrique sont :

**IREEP** : Institut de Recherche Empirique en Economie Politique(Bénin) ;

**CDD** : Center for Democratic Development(Ghana) ;

**IJR** : Institute for Justice and Reconciliation(Afrique du Sud) ;

**IDS** : Institute for Development Studies(Kenya).

L'Université Etatique de Michigan et l'Université de Cape Town fournit de l'assistance technique au projet. Le Centre pour la gouvernance démocratique(CGD) est le partenaire national de ce réseau au Burkina Faso. La collecte de données est assurée par cet organisme.

### 1.2.2 Echantillonnage

La procédure de sélection de l'échantillon est de type **probabiliste**. L'échantillon est choisi de sorte à ce que tous les principaux segments démographiques de la population en âge de voter soient couverts. La taille de l'échantillon pour chacune des enquêtes au Burkina Faso est de 1200 personnes. Ainsi la **marge d'erreur d'échantillonnage** est de  $\pm 2,8\%$  au seuil de confiance de 95%. Par ailleurs, le processus d'enquête dans chaque pays prend généralement 12 mois. La procédure d'échantillonnage étant de type-probabiliste, les résultats obtenus sur la base de l'échantillon sont extrapolables à toute la population Burkinabè. Le tableau [1.1](#) présente la structure des échantillons en termes de nombre de répondants selon les catégories de quelques variables socio-démographiques. Ceci pour donner un aperçu de la répartition du nombre de personnes interviewées et ce, pour chacune des éditions de l'enquête de 2008 à 2018.

TABLE 1.1 – Structure des échantillons

Variable	Catégorie	2008	2012	2015	2018
Milieu de Résidence	Urbain	320	312	304	320
	Rural	880	888	896	880
	Total	<b>1200</b>	<b>1200</b>	<b>1200</b>	<b>1200</b>
Sexe	Masculin	601	600	600	598
	Féminin	599	600	600	602
	Total	<b>1200</b>	<b>1200</b>	<b>1200</b>	<b>1200</b>
Education	Non scolarisé	737	711	748	751
	Scolarisé	463	489	452	449
	Total	<b>1200</b>	<b>1200</b>	<b>1200</b>	<b>1200</b>
Catégorie sociale	Jeune	614	632	530	585
	Adulte	586	568	670	615
	Total	<b>1200</b>	<b>1200</b>	<b>1200</b>	<b>1200</b>
Région	Boucle du Mouhoun	120	120	112	112
	Cascades	40	40	48	48
	Centre	168	160	192	192
	Centre-Est	96	96	96	96
	Centre-Nord	104	96	96	96
	Centre-Ouest	96	104	96	96
	Centre-Sud	56	56	56	56
	Est	88	104	96	96
	Hauts-Bassin	136	128	136	136
	Nord	96	104	88	88
	Plateau Central	56	56	56	56
	Sahel	88	80	80	80
	Sud- Ouest	56	56	48	48
	Total	<b>1200</b>	<b>1200</b>	<b>1200</b>	<b>1200</b>

---

### 1.2.3 Questionnaire

Le questionnaire d'une édition à l'autre est relativement standard. Les questions sont formulées de sorte à mesurer la force de l'opinion de la personne interviewée. Elles se présentent sous forme d'une échelle de mesure.

## 1.3 Présentation des variables

### 1.3.1 Variable dépendante

La variable dépendante est la confiance institutionnelle, c'est-à-dire le fait pour un répondant d'avoir confiance au pouvoir exécutif, au pouvoir législatif et au pouvoir judiciaire :

**confiance au pouvoir exécutif** : est cernée par la confiance au Président du Faso ;

**confiance au pouvoir législatif** : est captée par la confiance à l'assemblée Nationale ;

**confiance au pouvoir judiciaire** : C'est la confiance aux tribunaux ;

En tant que telle, la variable expliquée n'existe pas dans le questionnaire mais nous la générons à partir des déclarations de confiance citoyenne aux institutions précédemment énumérées. La question posée au répondant à chacune des vagues de l'enquête est la suivante : « **A quel point faites-vous confiance à chacune des institutions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler ?** ». Les institutions concernées étaient : Le Président de la République, L'Assemblée nationale, la Commission Electorale Nationale Indépendante, le Conseil municipal, la Coalition aux pouvoirs, les partis politiques de l'opposition, les Forces de défense et de sécurité, Les cours et les tribunaux, les chefs traditionnels, les chefs religieux. L'enquêté pouvait exprimer sa confiance pour chacune des institutions en répondant soit par : « **pas du tout(0)** », ou « **juste un peu(1)** », soit « **partiellement confiance(2)** », ou « **très confiance(3)** », ou enfin « **Ne sais pas/N'en a pas entendu parler(9)** ». Comme on peut le remarquer, chaque question mesure la force de l'opinion sur une échelle de type **Likert allant de 0 à 3**. La nature des réponses font des questions, au plan statistique, des variables catégorielles. Il existe plusieurs stratégies d'analyse de telles données (Nunn, Wantchekon ; 2011) : la première est de convertir ces réponses catégorielles dans une variable qui assigne à chaque réponse un nombre qui n'est autre que le code chiffré attribué à la modalité. Il nous semble que c'est cette logique qui est derrière la commande **alpha** du logiciel STATA, laquelle permet de générer un indice composite à partir des variables ayant les mêmes modalités de réponses.

### 1.3.2 Mesure de la confiance institutionnelle

La confiance est un concept multifacette (Uslaner, 2001). A partir des trois dimensions de la confiance que nous avons énumérées ci-dessus, nous envisageons la construction d'une mesure de confiance institutionnelle. Encore faut-il que cela soit techniquement possible ? l'**alpha de Cronbach( $\alpha$ )** permet d'attester l'existence d'un construit derrière une batterie de questions comme c'est le cas à notre niveau. Cet indicateur mesure la covariance entre plusieurs variables. Un



TABLE 1.2 – Validité de la mesure de confiance institutionnelle

	2008	2012	2015	2018
Covariance inter-items	0.5977	0,638906	0,671049	0.5919452
$\alpha$ de Cronbach	00.7945	0,8104	0,7929	0,7841

seuil minimal de 0.7 de cette mesure est nécessaire pour conclure à l'existence d'un construit autour d'un nombre de variables. Toutefois, un ajustement s'impose : Les modalités « **A refusé(8)** » et « **Ne sais pas/N'en a pas entendu parler(9)** » sont recodées en valeur manquante pour chacune des dimensions de la confiance étudiée. **Cette opération se fait très aisement avec le logiciel STATA.** Dès lors la commande **alpha** du logiciel STATA propose, en option, le calcul d'un indicateur composite qui n'est autre qu'une moyenne des items considérées (Variables de confiance). Le tableau 1.2 atteste de la validité de notre mesure de confiance institutionnelle, et donc de notre variable dépendante.

### 1.3.3 Variables de contrôle

L'analyse multiniveau distingue deux groupes de variables :

**Variables de niveau individu :** Ce sont les variables d'échelon inférieur. Elles sont relatives aux caractéristiques personnelles de l'individu enquêté, de ses opinions, de son comportement, etc.

**Variables de niveau contexte :** Ce sont les variables d'échelon supérieur. Elles sont relatives aux caractéristiques de la région administrative. Le challenge que relève le multiniveau est l'inclusion dans un seul modèle économétrique des variables micro et macro (Leeuw, 2007).

### 1.3.4 Variables de niveau individu

**Variables sociodémographiques :** ce sont des variables telles que l'âge, le sexe, le niveau d'éducation, le milieu de résidence, etc. Norris (1996) a montré que le niveau de confiance institutionnelle augmente, avec l'âge, le niveau d'éducation ; et les hommes sont moins confiants que les femmes. Toutefois, les résultats de Armah Attoh et al. (2007), indiquent, que la confiance institutionnelle diminue avec le niveau d'éducation, et que le sexe n'aurait pas d'influence significative sur celle-ci. Les travaux de Batlang (2016) indiquent que l'âge affecte la confiance institutionnelle ;

**variables de gouvernance :** Les théories de la confiance institutionnelle postulent que celle-ci est en relation avec la performance des institutions et de biens d'autres facteurs tels que la démocratie, la participation civique, la perception de la corruption (Batlang ; 2016). La corruption vécue comme perçue réduit la confiance dans les institutions politiques et ce quelle que soit la qualité ressentie des services gouvernementaux (Lavalée, 2006). La perception que les dirigeants seraient corrompus a

---

entamé la confiance des Sénégalais au Président, au Parlement, et au gouvernement local (Sall, 2015). Dans les pays où le niveau de corruption est élevé, les citoyens ont moins confiance aux institutions. La désillusion des populations consécutive à la performance de différentes administrations successives entame la confiance à la démocratie en tant que système politique (Almond & Verba, 1963). La participation aux différentes élections au Burkina Faso illustre à souhait la désaffection au système électif ;

**Perception de la démocratie :** Il s'agit notamment de la satisfaction et du fonctionnement de la démocratie. Des études attestent le lien entre la satisfaction au fonctionnement de la démocratie et la confiance institutionnelle (Batlang, 2016 ; Alemika, 2007).

**variables de participation politique :** Elles sont relatives aux comportements citoyens ;

**Confiance sociale :** Il s'agit de la confiance interpersonnelle. la division en ethnies affecte en effet le degré d'empathie ou de confiance que les individus se portent spontanément les uns envers les autres (Alesina et La Ferrara, 2000). La confiance sociale fait référence au fait qu'un citoyen ait confiance aux membres de sa communauté (Bind, 2006). Les théories culturalistes expliquent que la confiance institutionnelle est une extension de la confiance interpersonnelle (Batlang, 2016). Ceux qui ont confiance aux autres ont tendance à avoir confiance aux institutions formelles ou informelles (Bart, 2015). Selon Nunn et Wantchekon (2011), la confiance interpersonnelle est positivement corrélée à la confiance institutionnelle. La confiance sociale et la confiance politique ne sont pas mutuellement exclusives (Bind 2006).

### 1.3.5 Variables contextuelles

Ce sont les variables de niveau supérieur qui affectent le comportement de l'individu. Soient elles proviennent d'une source secondaire ou qu'elles sont générées par un procédé d'agrégation de la base de données individus.

## 1.4 Cadre d'analyse des données

L'analyse du problème se fera en deux temps :

**Première étape :** statistiques descriptives au travers de tris à plat et de tris croisés où nous présenterons la dynamique de la confiance entre 2008 à 2018 ;

**Deuxième étape :** une analyse économétrique pour rechercher les déterminants de la confiance institutionnelle. A l'instar de Chang et Chu (2006), Bart (2015) et de Hangensen (2016), nous procédons par une **analyse multiniveau**. Les expressions « modèles multiniveaux » ou « analyse multiniveau » sont également qualifiés par le terme générique de modèles emboîtés ou hiérarchiques (Hox, 1995). Il y a aussi l'appellation modèles à effets mixtes pour désigner les deux sorties (Bates et al. 2014 ; Jula, 2014) : il s'agit des effets fixes (fixed effects) et les

---

effets aléatoires( random effects). A la différence des regressions simples ou multiples, la méthode d'analyse multiniveau à l'effet de considerer que les individus évoluent dans un contexte, lequel affecte le comportement/attitude de l'individu.En effet, la modélisation de comportements individuels peut être effectuée non seulement en fonction de caractéristiques individuelles, mais aussi de données contextuelles qui vont influencer de manière similaire. tous les individus soumis au même contexte.L'analyse multiniveau, dans ce cadre, vise à saffranchir de l'erreur écologique et de l'erreur atomiste. **« Ce que l'on aurait fait a une modélisation classique, le multiniveau offre au moins trois possibilités de modélisation ;Une différence non moins importante du multiniveau d'avec les méthodes de regressions classiques est la prise en compte de la variabilité entre groupe(Gelman, 2006).** En gros,l'ignorance de la structure hiérarchique des données peut induire la non prise en compte des relations entre les différents niveaux de la structure des données. C' est d'ailleurs pour cela qu'elle a connu un essor dans les sciences de l'éducation et de la santé.Cette popularité tient en partie en ce qu'elle permet d'analyser une variété de situation(Hox, 1995 ;Gelman, 2006).La méthode d'analyse multiniveau a émergé originellement dans les milieux de l'éducation, de la sociologie, de la démographie et connaît une attention en santé public notamment en épidémiologie(Roux,2002).Ayant connu leur essor dans les années soixante-dix,le modèle linéaire généralisé(GLM) sert de base au modèle multiniveau(Finch et Kelly,2014).Cette méthode d'analyse des données s'utilise lorsque l'information contenue dans une base de données a une structure hiérarchique c'est-à-dire contenu à plusieurs niveaux.La hiérarchisation de l'information produit des effets contextuels sur les « outputs »<sup>1</sup> des unités statistiques de niveau inférieur. Toutefois,leur utilisation n'est pas indispensable<sup>2</sup>(Basile Chaix,2002).Les estimateurs généralement utilisés en analyse multiniveau sont ceux du maximum de vraisemblance<sup>3</sup>, avec les erreurs standards(*standard errors*) estimées par l'inverse de la matrice d'information(Hox, 1995).Les méthodes d'analyse multiniveaux présentent plusieurs avantages :

1. Primo,ce sont une synthèse de trois approches complémentaires :l'analyse statistique de probabilité ,l'analyse de la variance et l'analyse de régression (Patrick Herjean,2006 ) ;
2. Secundo,ces méthodes apportent une réponse à un vieux débat,à savoir l'unité statistique à retenir pour une étude(Daniel Delaunay,2003) ;
3. Tertio,elles sont moins contraignantes quant à la nature des données.En effet,certaines

---

1. modalité prise par une unité statistique

2. Lorsque la corrélation intra-classe est faible ;lorsque les groupes sont peu nombreux et ont des effectifs importants ;lorsqu'on s'intéresse aux effets fixes

3. Les deux estimateurs communément utilisés selon Hox(1995) sont :

**FML** : Full Maximum likelihood.Dans cette méthode les coefficients ainsi que les composantes de la variance sont inclus dans la fonction de vraisemblance ;

**RML** : Restricted Maximum Likelihood.Dans cette approche seules les composantes de la variance sont inclus dans la fonction de vraisemblance.Dans le contexte du multiniveau, cette méthode d'estimation compte du nombre de paramètres à estimer(Finch,2014)

La différence entre ces deux approches est que la méthode FML traite les coefficients comme des quantités connues alors que la méthode RML les traitent comme des quantités à estimer. .

---

hypothèses fondamentales aux autres méthodes économétriques<sup>4</sup> peuvent être relâchées. Par exemple l'indépendance des observations ; l'homoscédasticité (Claire Durand, 2009 ; Hox, 2005). En outre, elles permettent de prendre en compte les données manquantes (Claire Durand, 2009). Les modèles d'analyses multiniveaux revêtent plusieurs types. On distingue entre autre des modèles linéaires, binomiaux, multinomiaux, ... En outre, l'analyse multiniveau vise à s'affranchir de deux types d'erreurs :

**Ecologique** : erreur qui consiste à interpréter au niveau individuel les résultats d'une modélisation effectuée à un niveau agrégé

**atomiste** : erreur qui consiste à ignorer le contexte dans lequel évolue l'individu et étendre à la dimension du contexte un ensemble d'effets individuels

Dans ce présent travail, nous nous attarderons sur le modèle linéaire appliquée à une structure de donnée à deux niveaux : l'individu et la région administrative de résidence.

L'importance de tenir compte simultanément de caractéristiques individuelles et contextuelles dans l'explication des phénomènes a été exprimée par de nombreux auteurs ces vingt dernières années (Dinaucourt, 2009). **Ne pas prendre en compte un effet multiniveau revient notamment à sous-estimer la variance des effets contextuels, et donc surestimer leur significativité.**

Nos estimations sont faites à partir du logiciel R. **L'analyse multiniveau commence par l'estimation d'un modèle vide** (Finch, 2014), c'est à dire un modèle sans variables explicatives. Ce n'est donc pas un modèle explicatif (Hox, 2005). Mais plutôt un modèle qui permet d'appréhender la structure des données (Finch, 2014). Le modèle vide est en réalité une simple décomposition de la variance dont le but est de répondre à la préoccupation suivante pour ce qui nous concerne dans cette étude : Quelles sont les parts de variabilité (hétérogénéité) de la confiance politique liées à l'individu et celles liées à sa région administrative de résidence ? le choix de la région comme échelon supérieur s'explique par le fait que la seule variable de groupe qui s'approcherait de la règle de base 30/30 suggérée par Kreft (1996). **Selon cette règle, pour obtenir des résultats statistiquement sûrs, le chercheur doit partir de 30 groupes dont chacun compte au moins 30 individus. La province aurait pu faire notre affaire sauf qu'elle ne figure pas en tant que variable isolément bien renseignée dans toutes les quatre éditions des enquêtes que nous utilisons. En revanche, la région administrative est bien renseignée.** Le Burkina Faso compte 45 provinces réparties sur 13 régions. Provinces et régions sont des entités administratives. Ce découpage a-t-il tenu moins compte des réalités sociologiques que de calculs politiques.

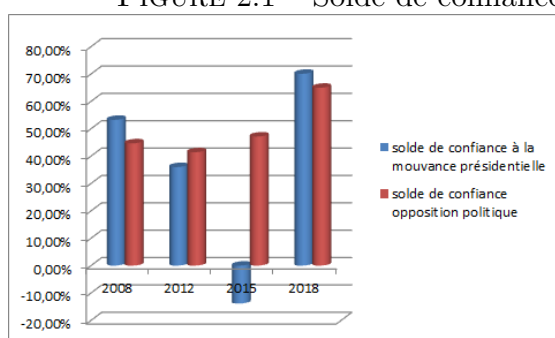
---

4. regression linéaire simple ou multiple

## 2.1 Confiance aux partis politiques

Avant de regarder la confiance institutionnelle, apprécions la perception citoyenne sur les partis politiques pourvoyeurs de cadres à l'administration et parfois gestionnaire de départements ministériels entiers. Sur le graphique 2.1, on peut lire qu'à partir de 2012, le solde de confiance<sup>1</sup> aux partis politiques de l'opposition est allé crescendo de 41.41%, puis 47.16% en 2015 et 64.99% en 2018. Ce qui laisse entrevoir une constestation de l'ordre dominant qui se structurait progressivement autour des partis de l'opposition politique. On peut noter qu'en 2015, le solde de confiance politique était négatif (-13.83%) pour les partis politiques de la mouvance présidentielle. Pour comprendre ce résultat, il faut se rappeler que nous étions dans un contexte post-insurrectionnel.

FIGURE 2.1 – Solde de confiance aux partis politiques

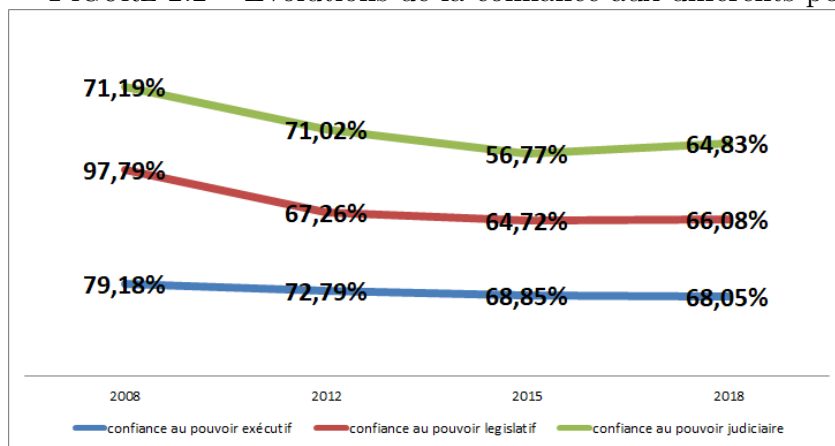


1. différence en pourcentage entre les personnes ayant confiance et celles n'ayant pas confiance

## 2.2 Dynamique de la confiance

Entre 2008 et 2018, la confiance des burkinabè aux différents pouvoirs( exécutif, judiciaire et législatif) s'est progressivement dégradée comme on peut l'observer à travers le graphique 2.2. Ce déclin est la résultante du fait qu'aux yeux des citoyens, les gouvernants sont contre-performants(Hangensen,2016). C'est notamment le pouvoir législatif qui a été le plus desavoué sur cette période : le taux de confiance en cette institution est passé de 97.79% en 2008 à 66.08% en 2018, soit une perte de confiance de plus de 30 points en pourcentage. **Autant dire que les gens d'en- bas avaient maille à partir avec l'institution qui légifère et contrôle l'action gouvernementale.**La mise à sac de l'Assemblée Nationale le 30 octobre 2014 en dit long sur les griefs du citoyen ordinaire sur l'institution. Sur le graphique 2.4.On peut noter de façon générale, que la confiance institutionnelle s'est régulièrement dégradée de 2008 à 2015 pour connaître une appréciation en 2018.Le minimum observé en 2015 s'explique, à ce stade de l'analyse, par la faible confiance au pouvoir judiciaire : Alors que le taux de confiance au pouvoir exécutif était de 68.85% et de 64.72% pour le pouvoir législatif ; il n'était que 56.77% pour le pouvoir judiciaire comme le présente le graphique 2.3.Du reste,sur la période 2008 à 2015, les signes se multipliaient quant à la capacité du régime COMPAORE à contenir la grogne sociale dont l'écho se faisait de plus en plus entendre. La mutinerie de la garde prétorienne est un exemple emblématique.

FIGURE 2.2 – Evolutions de la confiance aux différents pouvoirs



Si la confiance institutionnelle est plus grande en milieu rural qu'en milieu urbain, l'évolution de cette confiance est la même comme l'indique le graphique 2.5. Toute chose qui semble corroborer la thèse selon laquelle **les campagnes votent, et les villes s'insurgent.**

Cette analyse préliminaire atteste une crise de confiance des différents pouvoirs de l'armature institutionnelle. Qu'est-ce qui explique ce déficit de confiance ? C'est ce dont nous nous tâcherons de répondre dans la prochaine section.

FIGURE 2.3 – Etat de la confiance aux différents pouvoirs

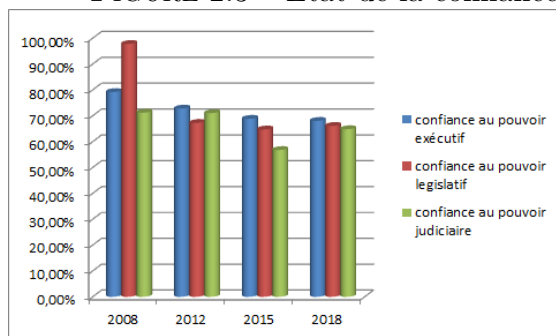
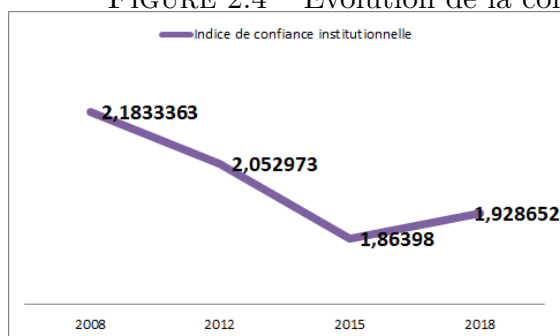


FIGURE 2.4 – Evolution de la confiance institutionnelle

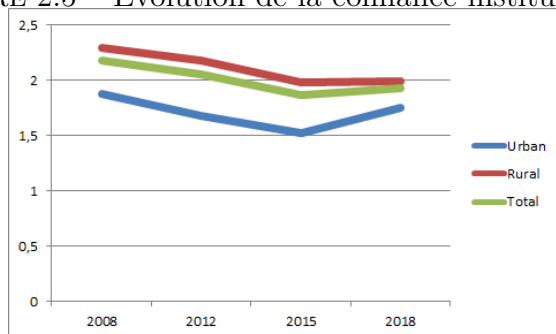


## 2.3 Déterminants de la confiance institutionnelle

### 2.3.1 Performance gouvernementale

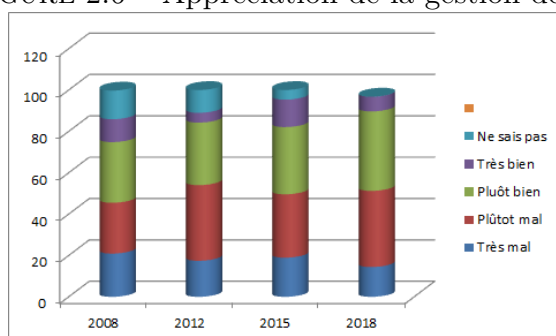
Cette recherche, nous l'inscrivons dans la lignée de l'approche institutionnelle d'analyse de la confiance institutionnelle. Ainsi nous attendons nous à ce que la performance gouvernementale soit pointée au plan de la gestion de l'économie, de la lutte contre la corruption, de la stabilité des prix, et la création d'emplois. A l'analyse, la stabilisation des prix par le gouvernement était jugée « **Plutôt mal** » ; et cette appréciation a connu une tendance haussière : de 15,58% en 2008 pour atteindre 43,17% en 2018. En 2015, la stabilisation des prix par le gouvernement a été jugée « **Très mal** » par 31% et « **Plutôt mal** » par 44,43% des 1200 répondants de l'enquête. La gestion de l'économie était jugée « **Plutôt mal** » de 2008 à 2015, et « **Plutôt bien** » entre 2015 et 2018 ainsi que le révèle le graphique 2.6. L'appréciation de la lutte contre la corruption n'indique pas une tendance clairement établie au sein de l'opinion. Toutefois, on peut noter qu'

FIGURE 2.5 – Evolution de la confiance institutionnelle selon le milieu de residence



entre 2008 et 2015 , il y avait de plus en plus de personnes qui jugeaient « **Plutôt mal** » la lutte gouvernementale contre la prévarication. La création d’emplois était jugée majoritairement « **Plutôt mal** ». Cette appréciation a connu une tendance haussière de 2008 à 2018 avec une grande hausse entre 2008 et 2012.

FIGURE 2.6 – Appréciation de la gestion de l’économie par le gouvernement



## 2.4 la corruption

De nombreuses études ont mis en évidence une association entre la corruption et la confiance institutionnelle (Lavalée(2006) ; Lavalée, RAZAFINDRAKOTO, ROUBAUD(2005)). La corruption crée la méfiance politique et érode la légitimité du système politique (Chang et Chu , 2006). Deux options de mesure de la corruption sont disponibles. Il s’agit :

**corruption perçue** : Elle est construite à partir de la question suivante : « Selon- vous, combien de personnes des groupes suivants sont impliqués dans des affaires de corruption,



TABLE 2.1 – Validité de la mesure de corruption perçue

	2008	2012	2015	2018
Covariance inter-item	0,3451615	0,5465674	0,5099594	0,678876
$\alpha$ de Cronbach	0,8533	0,9048	0,908	0,9044

ou n'êtes-vous pas assez familier pour répondre ? » Les réponses proposées sont : « aucun, certains d'entre eux, la plupart d'entre eux, tous » Ces modalités de réponses sont échelonnées de 0 « **aucun** » à 3 « **tous** ». Les groupes concernés sont : le président du Faso et les fonctionnaires de la présidence, les conseillers municipaux élus, les membres du gouvernement, les parlementaires, les agents des impôts et de la douane, les juges et magistrats.

**corruption vecue** : Elle est fondée sur l'expérience que les individus ont de la corruption. Elle est élaborée à partir de la question suivante : « Au cours de l'année écoulée, combien de fois (si cest arrivé) avez-vous eu à payer un pot de vin, à offrir un cadeau ou à accorder une faveur à des agents de l'Etat pour... : » Les réponses sont réparties sur une échelle allant de 0 à 3 où 3 signifie « **souvent** » et 0 « **jamais** ». **Pour l'édition de 2015, le round 6, cette question n'était pas formulée identiquement si bien que c'est la corruption perçue que nous garderons comme mesure de corruption.**

Ces deux mesures de corruption sont générées de la même façon que l'indicateur de confiance institutionnelle (1.3.2). Qu'elle soit perçue ou vecue, la corruption diminue le capital de légitimité à un régime démocratique (Bohn, 2012). Le tableau 2.1 atteste la validité de notre mesure de corruption perçue.

### 2.4.1 Confiance politique et performance gouvernementale

Nous stimulons à ce niveau quatre modèles :

**modèle 1** : La gestion de l'économie est la variable explicative de la performance gouvernementale qui est étudiée ;

**modèle 2** : La lutte contre la corruption est la variable explicative de la performance gouvernementale qui est étudiée ;

**modèle 3** : La stabilité des prix est la variable explicative de la performance gouvernementale qui est étudiée ;

**modèle 4** : Ce modèle intègre à la fois les trois variables de la performance gouvernementale précédemment évoquées.

### 2.4.2 Confiance politique et corruption

En raison du fait que la corruption érode l'affect aux institutions, nous étudions l'association entre la corruption perçue et la confiance politique sur la décennie 2008 à 2018. En effet, comme

TABLE 2.2 – Estimation du modèle vide

Année	N	Effets fixes	Erreur standard	t value
2008	1138	2.20807	.06319	34.94
2012	1183	2.08791	0.06429	32.47
2015	1191	1.9282	0.0701	27.51
2018	1189	1.94764	0.04077	47.77

mentionné plus haut, la corruption vecue en tant que variable n'a pu être élaborée en raison d'une différence dans la formulation de la question au cours des différentes éditions de l'enquête afrobaromètre.

**modèle 5** : La corruption perçue est la variable explicative qui est étudiée ;

**modèle 6** : La corruption perçue ainsi que les variables de performance gouvernementale sont les variables explicatives étudiées ;

## 2.5 Estimations économétriques

### 2.5.1 Estimation du modèle vide

Outre le fait que ce modèle sans variable explicative permet une décomposition de la variance des erreurs( individus et groupes), c'est un modèle qui permet de juger de la pertinence d'une analyse multiniveau en rapport aux modèles de régression classique. Dans la colonne VPC<sup>2</sup> du tableau 2.3, on peut lire qu'en 2008, la région en tant qu'entité administrative comptait pour 4.74% de la variabilité du niveau de l'indice de confiance politique. La part contributive de la région est passée à 5.60% en 2012, puis à 6.38% en 2015, pour chuter à 1.65% en 2018. **De ce fait, on peut relever que l'essentiel des variations de niveau confiance politique se situe entre les individus. C'est à dire qu'il existe peu de différence de moyenne entre les régions. Ainsi, l'utilisation d'une modélisation multiniveau dans notre cas se justifie donc moins par l'importance de la variance inter-région que par la volonté de prendre en compte la structure des échantillons.** Le tableau 2.2 indique que l'indice de confiance politique moyen était sur l'échelle de 0 à 3, de 2.20807 en 2008, 2.08791 en 2012, 1.9282 en 2015 et enfin 1.94764 en 2018. On peut constater dans la colonne(N) du même tableau, le nombre d'observations qui ont été considérées dans cette estimation, lequel est inférieur à la taille de l'échantillon qui est de 1200.

### 2.5.2 A l'identification des déterminants de la confiance institutionnelle au Burkina Faso

Après l'estimation du modèle vide , nous ajoutons des blocs de variables étape par étape, tout en regardant l'évolution de la variance individuelle. Ainsi, les modèles que nous stimulons sont

2. Variance partition coefficient ou coefficient de corrélation inter class (ICC) indique la proportion de la variance de l'erreur provenant de l'erreur d'estimation entre groupe

TABLE 2.3 – Analyse de la variance des modèles vides

Année	Variance inter région administrative	Variance inter individu	VPC
2008	0.04131	0.82954	4.74%
2012	0.04451 8	0.74960	5.60%
2015	0.05398	0.79201	6.38%
2018	0.01261	0.74885	1.65%

TABLE 2.4 – Déterminants sociodémographiques de la confiance institutionnelle

Variables	Coefficients(effets fixes)			
	2008	2012	2015	2018
Constante	2.46022***	1.97552***	1.87964***	1.97364***
Education(Scolarisé,Non scolarisé)	-0.29455***	-0.55982***	-0.16080**	-0.28802**
Sexe(Masculin, Féminin)	-0.03391	0.20351***	0.07921	0.07914
Milieu de residence(urbain,rurale)	-0.26033***	-0.20188**	-0.26498***	-0.12197
Catégorie sociale(Adulte ,Jeune)	-0.07331	0.15230**	0.06141	-0.03786

Les coefficients non- surmontés d'asterix ne sont pas significatifs

\* : significatif à 5%

\*\* : significatif à 10%

\*\*\* : significatif à 1%

les suivants :

**modèle 1** : les variables explicatives sont les caractéristiques personnelles de l'individu tels que la catégorie sociale(jeunes, adultes), le sexe(Masculin, Féminin), le niveau d'éducation(Scolarisé, Non scolarisé), le milieu de résidence(urbain ou rural) ;

**modèle 2** : Ce modèle tient compte à la fois des caractéristiques personnelles et des indicateurs de performance gouvernementale ;

**modèle 3** Ce modèle intègre les caractéristiques personnelles et de confiance interpersonnelle

**modèle 4** Ce modèle intègre les caractéristiques personnelles et l'indice de perception de la corruption

TABLE 2.5 – Performance gouvernementale et confiance institutionnelle

Variables	Coefficients (effets fixes)			
	2008	2012	2015	2018
Constante	2.11566***	1.71549***	2.00703***	1.64010***
Education	-0.26249***	-0.49237***	-0.19780***	-0.26451***
Résidence	-0.18773**	-0.15754*	-0.25034***	-0.05570
Catégorie sociale	-0.03363	0.10828*	0.03351	-0.04695
sexe	0.03272	0.17019***	-0.01803	0.06673
Gestion économie	0.27593**	0.17019***	0.15232**	0.26192***
Création d'emploi	0.03704	0.11638*	-0.08764	0.12868*
Stabilité prix	0.26175**	0.16795**	-0.17600**	0.05772
Lutte contre la corruption	0.03775	0.16868**	0.07430	0.29111***

Les coefficients non- surmontés d'asterix ne sont pas significatifs

\* : significatif à 5%

\*\* : significatif à 10%

\*\*\* : significatif à 1%

TABLE 2.6 – Impact de la corruption perçue sur la confiance institutionnelle

Variables	Coefficients (effets fixes)			
	2008	2012	2015	2018
Constante	2.941***	2.52396***	2.016***	2.30532***
Education	-0.1968***	-0.34207***	-0.1713**	-0.22431***
Residence	-0.1651*	-0.12500*	-0.2628***	-0.10624
Catégorie sociale	0.01097	0.13665**	0.04294	-0.02272
Sexe	0.004643	0.12802**	-0.008551	0.05008
Corruption perçue	-0.5433***	-0.49605***	0.007455	-0.27147***

Les coefficients non- surmontés d'asterix ne sont pas significatifs

\* : significatif à 5%

\*\* : significatif à 10%

\*\*\* : significatif à 1%

TABLE 2.7 – Satisfaction du fonctionnement de la démocratie et confiance institutionnelle

Variables	Coefficients(effets fixes)			
	2008	2012	2015	2018
Constante	2.02186***	1.73724***	1.93127***	1.80433***
Education	-0.23875***	-0.46556***	-0.16581**	-0.27187***
Residence	-0.18388**	-0.17085**	-0.23672**	-0.08540
Catégorie sociale	-0.05030	0.12068*	0.04593	-0.04459
Sexe	0.03209	0.18888***	-0.02451	0.07874
satisfaction_ democratie	0.51021***	0.45322***	0.24145***	0.27141***

Les coefficients non- surmontés d'asterix ne sont pas significatifs

\* : significatif à 5%

\*\* : significatif à 10%

\*\*\* : significatif à 1%

## Conclusion Générale

Plus que jamais, la stabilité du Burkina Faso est questionnée. Si la menace sécuritaire est un secret de polichinelle, force est de souligner un déficit de confiance institutionnelle rampant ainsi que le révèlent quatre vagues des sondages d'opinion du réseau Afrobaromètre. Nos résultats indiquent qu'au cours de la décennie écoulée, c'est l'institution parlementaire qui a enregistré le plus de désaffection avec une perte de confiance citoyenne de 30%. L'appréciation de la confiance institutionnelle en 2018 par rapport à son niveau le plus bas enregistré en 2015 depuis 2008, se maintiendra-t-il ? C'est tout le mal que nous souhaitons à la Nation burkinabè. Cette étude sur la dynamique de la confiance institutionnelle au Burkina Faso sur la période 2008 à 2018, identifie également les déterminants structurels.

### 3.1 Principaux résultats

Sur la décennie 2008 à 2018, on a assisté à une **confiance institutionnelle à tendance baissière**. La confiance institutionnelle s'est dégradée de 2008 à 2015 pour connaître une appréciation en 2018 : Sur une échelle de 0 (**faible confiance**) à 3 (**forte confiance**), notre mesure de confiance institutionnelle a enregistré les valeurs de 1.87 en 2008, 1.67 en 2012, 1.52 en 2015, puis 1.75 en 2018. Nous avons noté **un effet limité du contexte régional**. La région en tant qu'entité administrative affecte faiblement le niveau de confiance politique. La part contributive de la région était de 4.74% en 2008 pour chuter à 1.64% en 2018. Ce qui laisse croire à l'inexistence d'un contexte régional qui modulerait les opinions des citoyens qui y vivent.

Nos résultats indiquent que la confiance aux pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire s'explique structurellement par :

1. **Le niveau d'éducation ;**
2. **Le milieu de résidence ;**
3. **La corruption perçue**
4. **La satisfaction au fonctionnement de la démocratie ;**
5. **La performance gouvernementale.**

---

## 3.2 Récommandations

### 3.2.1 Aux gouvernants

La manifestation de la crise de confiance institutionnelle est ce que d'aucuns qualifie d'incivisme. Il nous semble que le mal est profond que de simples actes équivoques de citoyens exprimant à leur façon leur indignation. L'enregistrement à partir de 2007 de nouveaux contestataires en dit long sur le malaise. Bien que le vote confère une légitimité de titre, la légitimité d'exercice est l'autre paire de manche à gagner durant le magistère en ce que la légitimité est ainsi fondée sur la croyance des dominés dans le caractère bien fondé du rapport de domination auquel ils sont soumis (Debras, 2015). **De toute évidence, il faudra envisager de donner un rôle plus participatif aux citoyens afin qu'ils trouvent de l'influence sur les décisions politiques qui les concernent.** Autrement, **au nom du pouvoir du peuple par le peuple et pour le peuple**, on assistera impuissant à des comportements citoyens anachroniques car selon la formule de Marcel Gauchet, **le régime démocratique serait aujourd'hui son propre rival.** Loin d'être le résultat de facteurs externes, la contestation du régime démocratique semble être avant tout le résultat d'une critique interne au système (Debras, 2015).

### 3.2.2 Aux Partis politiques

De part leur rôle d'animateurs de la vie politique nationale, et eu égard à la situation précédemment décrite, il nous semble que les partis politiques se doivent de formuler des alternatives en vue de l'ancrage du processus démocratique et de la gouvernance. Les événements d'octobre 2014 sont suffisamment illustratifs d'une prise de conscience citoyenne.

Ouagadougou, le 13 Mai 2019

## **Bibliographie**



## Bibliographie

- [1] Anne Haugen Haagensen, Institutional Trust in Sub-Saharan Africa, 2016
- [2] Sall Ibrahim, Trust in political institutions in Senegal : Why did it drop ?, 2015
- [3] Nunn, N. & Wantchekon, L. The slave trade and the origins of mistrust in Africa, 2011
- [4] Batlang S. The determinants of institutional trust in Botswana's liberal democracy, 2016
- [5] Armah-Attoh, Corruption and institutional trust in Africa : Implications for Democratic Development, 2007
- [6] Amelie G. & Bart M., Developing political trust in a developing country, 2015
- [7] K. Newton & P. Norris, Confidence in Public Institutions,
- [8] K. Newton & S. Zmerli, Three forms of trust and their association, 2011
- [9] Eric M. Uslaner, Trust as a Moral Value, 2001
- [10] Russell J. Political trust in North America, 2016
- [11] Hanne Fjelde & Havard Hegre, political corruption and institutional stability, 2007
- [12] I. Schoon & H. Cheng, of Political Trust : A life time learning model, 2011
- [13] Souhayr Belhassen, Réconciliation nationale : un processus qui doit être Malien, respectueux du droit des victimes et s'inscrire dans l'histoire, 2014
- [14] Læticia Bucaille, Vérité et réconciliation en Afrique du Sud, 2007
- [15] Groupe des Sages de l'Union africaine, « Paix, justice et réconciliation en Afrique : opportunités et défis liés à la lutte contre l'impunité », La collection Union africaine, New York : International Peace Institute, décembre 2013.
- [16] Simone R. Bohn, Corruption in Latin America : Understanding the Perception-Exposure Gap, 2012
- [17] Peri K. Blind, Building trust in government in the twenty-first century ; Review of literature and emerging issues
- [18] M. J., Why trust Matters ; Declining political trust and the Demise of American liberalism. Princeton : Princeton University Press, 2005

- 
- [19] Almond G.& Verba, *The civic culture : Political attitudes and democracy in five nations*. Princeton, NJ : Princeton University Press,1963
- [20] Mireille RAZAFINDRAKOTO & François ROUBAUD, *Gouvernance, démocratie et lutte contre la pauvreté en Afrique : Expérience et point de vue de la Population de huit métropoles Enquêtes 1-2-3, premiers résultats Première partie*, 2005
- [21] Chang & Chu, *Corruption and trust : exceptionalism and Asian democracy*,2006
- [22] Emmanuelle Lavalée, *Corruption et confiance dans les institutions politiques : Test des théories fonctionnalistes dans les démocraties africaines*,2006
- [23] Bianca Clausen,Aart Kraay& Zsolt Nyiri, *Corruption and Confidence in Public Institutions : Evidence from a Global Survey*,2011
- [24] Thomas Bossuroy, *Déterminants de l'identification ethnique en Afrique de l'Ouest*,
- [25] Harvey Goldstein :*Multilevel Statistical Model*,London :Institute of Education,Multilevel Models Project, 1999
- [26] Tom.A.B.Snijders and Roel J.Bosker,*An introduction to basic and advanced multilevel modeling*,1999
- [27] J.J Hox,*Applied Multilevel Analysis*,1995
- [28] Jan de Leeuw, *Handbook of Multilevel Analysis*,2007
- [29] J.J Hox,*Multilevel Modeling : When and Why*, nd
- [30] Daniel Delaunay,*Présentation générale de l'analyse multiniveau*
- [31] Basile Chaix,*Stratégies d'utilisation des modèles multiniveaux en épidémiologie sociale*,2002
- [32] Holmes Finch & J.E. Ken Kelly, *Multivel modeling using R*,2014
- [33] Andrés Gutiérrez, *Multilevel modeling of Educational data using R(part1)*,2016
- [34] Rense Nieuwenhuis, *Applied R for the quantitative social scientist*,2007
- [35] Camille Szmaragd & George Leckie, *Module 5 : Introduction to Multilevel Modelling*,
- [36] Jan de Leeux& Erik Meijer (Eds.),*Handbook of Multilevel Analysis, 2007 bibitemcompanion A V Diez Roux,A glossary for multilevel analysis*,2002
- [37] Nicolae-M. Jula, *Multilevel model analysis using R*,2014
- [38] Bodo Winter, *A very basic tutorial for performing linear mixed effects analyses*,2013
- [39] Paul Bliese,*A Brief Introduction to R, the multilevel package and the nlme package*,2016
- [40] *Linear models and linear mixed effects models in R with linguistic applications*,2013
- [41] D.Bates & M. Mächler, B.M.B. S. C.Walker, *Fitting linear mixed-effects models using lme4*,2014
- [42] Magalie Dinaucourt,*Méthode d'analyse régionale sur données individuelles :Introduction aux modèles multi-niveau*
- [43] Cora J. M. Maas & Joop J. Hox, *Sufficient Sample Sizes for Multilevel Modeling*, 2005

- 
- [44] Leonardo R.Arriola, "Patronage and political Stability in Africa,2009
- [45] Michael Bratton & Gyimah Boadi,Political risks facing African democracies : Evidence from Afrobarometer,2015
- [46] David W.Troup, Ghana :Assessing risks to stability, 2011
- [47] Joel D. Barkan, Kenya :Assessing risks to stability, 2011
- [48] Richard Downie & Jennifer G. Cooke, Assessings risks to stability in Sub-Saharan Africa,2011
- [49] Eo.Alemika , Quality of Elections, Satisfaction with Democracy and Political Trust in Africa, 2007
- [50] Natielsé Julien, Le Burkina Faso depuis 1991 :Entre stabilité politique et illusionnisme démocratique,2013
- [51] J.-F. Medard, Autoritarismes et démocraties en Afrique noire,1991
- [52] T.K. Biaya, Quelle démocratie pour l'Afrique? Reflexions sur ses possibilités et ses caractéristiques,1998
- [53] Leon Saur, Démocratie en Afrique Subsaharienne : dépasser les certitudes occidentales,2015
- [54] ,B. A. Davakan, Démocratie et pesanteurs culturelles en Afrique Noire : Faut-il penser une « démocratie tropicale » ?,2005
- [55] Mo I. Foundation,IIAG 2018 : Gouvernance globale, 2018
- [56] Constantinos Tsoukalas,Démocratie en crise,
- [57] BALAZARD Hélène, Crise de la démocratie et nouvelles formes d'expression citoyenne,2015
- [58] Pascal De Gendt, La démocratie participative , solution à la démocratie représentative ?,2018
- [59] Alain touraine,Communication politique et crise de la représentativité,
- [60] François Bonnaz, Une histoire des idées de la crise de légitimité démocratique,2016
- [61] Francis Fukuyuma, la fin de l'histoire et le dernier homme, 1992
- [62] François DEBRAS, Le monopole de la légitimité démocratique, 2015
- [63] A.LOADA,L'élection présidentielle du 13 novembre 2005 : un plébiscite par défaut, 2006

